Nations Unies DP/DCP/TUR/5

Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement, du Fonds des Nations Unies pour la population et du Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets

Distr. générale
27 juin 2025
Français
Original : anglais

Deuxième session ordinaire de 2025
25-28 août 2025, New York
Point 6 de l'ordre du jour provisoire
Programmes de pays et questions connexes

Descriptif de programme de pays pour la Türkiye (2026-2030)

Table des matières

Page

I. Rôle du PNUD au regard du Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable 2

II. Priorités du programme et partenariats 6

III. Administration du programme et gestion des risques 11

IV. Contrôle de l'exécution et évaluation du programme 11

Annexes

A. Cadre de résultats et d'allocation des ressources 13

B. Plan d'évaluation chiffré

25-10619 (F) 030725 210725

Merci de recycler

I. Rôle du PNUD au regard du Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable

1. La République de Türkiye est un pays membre de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) à revenu intermédiaire supérieur qui compte 85 millions d'habitants et dont l'économie est la 17e plus importante au monde. Elle a accompli des progrès impressionnants dans la réalisation de plusieurs objectifs de développement durable, notamment l'élimination de la pauvreté absolue et de la faim, l'amélioration de l'accès aux services de base, y compris la santé, l'éducation, l'eau propre et l'assainissement, ainsi que l'énergie[1]. Le produit intérieur brut réel a augmenté de 5,4 % en moyenne entre 2002 et 2022, ce qui a permis au revenu par habitant de doubler au cours de la même période. La croissance s'est accompagnée d'une réduction rapide de la pauvreté : le taux de pauvreté (tel que défini en se basant sur le seuil international de pauvreté) est passé de plus de 20 % en 2007 à 7,6 % en 2021[2]. L'indice de développement humain (IDH) de la Türkiye a progressé de 43 % depuis 1990, ce qui place le pays dans la catégorie « développement humain très élevé », bien que l'IDH ajusté aux inégalités en 2022 soit inférieur de 16,1 %, principalement en raison des inégalités de revenus[3]. Toutefois, le pays fait face à de multiples crises qui présentent des difficultés, comme l'inflation, la relance de la croissance économique au lendemain de la pandémie de COVID-19 ainsi que la remise en état des infrastructures et des services et la restauration des moyens de subsistance après les tremblements de terre dévastateurs de 2023. Les défis structurels, notamment l'inflation élevée, la sous-utilisation de la main-d'œuvre et de la productivité, la baisse des investissements étrangers directs[4], le manque d'épargne intérieure et les pressions budgétaires que les récents tremblements de terre ont entraînées, continuent de saper le potentiel de croissance. Ils ont contribué à accroître les inégalités, le coefficient de Gini passant de 0,395 en 2019 à 0,423 en 2023[5]. La contribution déterminée au niveau national de la Türkiye, telle que révisée, vise à réduire de 41 % les émissions de gaz à effet de serre d'ici à 2030 par rapport à un scénario dans lequel le pays n'agirait pas ; en outre, les émissions totales devraient diminuer à partir de 2038 et les émissions nettes être réduites à zéro d'ici à 2053. La contribution actuelle comprend pour la première fois des détails sur les efforts d'atténuation, d'adaptation et de réalisation.

2. L'ambitieux programme de développement du pays est guidé par le document *Vision 2053* du Gouvernement, lequel aspire à faire de la Türkiye un pays à revenu élevé et l'une des 10 premières économies du monde, et à œuvrer pour qu'elle se classe parmi les 20 pays présentant l'IDH le plus élevé[6]. Les objectifs et stratégies de développement à court terme sont énoncés dans le *Douzième plan de développement (2024-2028)*, qui est aligné sur les objectifs de développement durable et les priorités en vue de l'adhésion de l'Union européenne. Cette vision va au-delà de la position traditionnelle du pays en tant que pont entre l'Est et l'Ouest, et définit une nouvelle ère de progrès économique, technologique et social, où la Türkiye serait à la pointe de l'innovation technologique et dotée d'un écosystème d'innovation dynamique, devenant une plaque tournante pour les technologies de pointe, et dotée de meilleures structures institutionnelles pour coordonner efficacement les objectifs politiques, économiques et sectoriels.

[1] Analyse commune de pays de l'ONU (2024).
[2] Voir : https://www.worldbank.org/en/country/turkey/overview.
[3] PNUD, *Rapport sur le développement humain 2023-2024*.
[4] Voir : https://www.worldbank.org/en/country/turkey/overview.
[5] Voir : https://data.tuik.gov.tr/Bulten/Index?p=Gelir-Dagilimi-Istatistikleri-2024-53712.
[6] Présidence de la stratégie et du budget, *Douzième plan de développement (2024-2028)*.

3. Conformément à ces objectifs nationaux de développement, le Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable (2026-2030) se concentre sur quatre domaines prioritaires *principalement liés au développement social, à la compétitivité économique, au climat, à la durabilité environnementale et à la résilience, à la gouvernance et à la qualité des services judiciaires*. Il accorde la priorité à la lutte contre les inégalités, conformément au principe consistant à ne laisser personne de côté.

4. Pour atteindre ces objectifs tout en réduisant les inégalités, les besoins des femmes, des personnes âgées, des jeunes, des personnes handicapées, des Syriennes et Syriens bénéficiant d'une protection temporaire et des titulaires et demandeurs d'un statut de protection internationale constitueront une priorité. Dans ce contexte, pour réduire la pauvreté et éliminer les obstacles que les femmes rencontrent dans tous les domaines de la vie, tels que l'éducation, la santé et l'emploi, il faut instaurer une coopération à l'échelle mondiale en plus de mener des efforts au niveau national[7]. Conformément au Document stratégique pour l'autonomisation des femmes et à son plan d'action (2024-2028), l'amélioration de la participation des femmes au marché du travail, la facilitation de l'accès effectif aux prestations de protection sociale, l'élimination des emplois non déclarés[8], le dialogue avec les hommes et les garçons en vue d'une meilleure sensibilisation, la réduction de la dépendance économique des femmes en vue de prévenir la violence à leur égard et le renforcement des femmes employées dans l'agriculture, qui sont plus vulnérables aux risques climatiques et font généralement face à des difficultés disproportionnées liées aux catastrophes, sont des domaines de coopération prioritaires pour l'autonomisation des femmes dans la vie socioéconomique.

5. Les jeunes ont besoin d'un soutien adapté en matière d'éducation, d'emploi et de protection sociale. En 2024, le taux des 15-24 ans qui n'étaient ni en emploi, ni en études, ni en formation s'élevait à 22,9 % (celui des jeunes femmes étant nettement plus élevé avec 30,1 %), ce qui est supérieur à la moyenne de l'OCDE (14,5 %)[9]. De nouvelles compétences seront nécessaires pour la transition du pays vers l'économie verte et sa transition numérique, et les jeunes auront particulièrement besoin d'accéder à une formation adaptée.

6. Bien que la population de la Türkiye soit encore relativement jeune, la proportion de personnes âgées de 65 ans et plus devrait plus que doubler d'ici à 2050[10], ce qui entraînera des pressions supplémentaires sur le système de santé et de protection sociale. De nombreuses personnes âgées continuent de travailler en raison de la faiblesse des pensions et des prestations de sécurité sociale. La pauvreté touche 21,7 % de la population âgée (20,7 % des hommes âgés et 22,4 % des femmes âgées)[11].

7. Bien que la législation nationale prévoie des protections pertinentes, certaines personnes handicapées peuvent encore ne pas bénéficier de manière adéquate des

[7] Voir : https://www.oecd-ilibrary.org/sites/647d546b-en/1/3/3/index.html?itemId=/content/publication/647d546b-en&_csp_=17c4858d86e74b867d2295a1af736c1d&itemIGO=oecd&itemContentType=book#snotes-d7e239 (26/4/2024).

[8] Voir : https://data.tuik.gov.tr/Bulten/Index?p=Istatistiklerle-Kadin-2024-54076#:~:text=Okuryazar%20olmayan%20kad%C4%B1nlar%C4%B1n%20i%C5%9Fg%C3%BCc%C3%BCne%20kat%C4%B1lma,oran%C4%B1%20%68%2C9%20oldu.

[9] Voir : https://data.tuik.gov.tr/Bulten/Index?p=Istatistiklerle-Genclik-2023-53677#:~:text=Genç%20erkeklerde%20ne%20eğitimde%20ne,yılında%20%29%2C8%20oldu.&text=Hanehalkı%20İşgücü%20Araştırması%20sonuçlarına%20göre%20genç%20nüfusun%20istihdam%20oranı%2C%202022,37%2C7'ye%20yükseldi.

[10] Analyse commune de pays (2024).

[11] Le taux de pauvreté est calculé sur la base d'un critère d'équivalence du revenu disponible des ménages de 60 %. TurkStat, Enquête sur les revenus et les conditions de vie (2019-2023).

possibilités d'éducation et d'emploi, ainsi que de services sociaux majeurs visant à renforcer leur autonomie. La formation professionnelle et les services de placement, les services de santé, l'accès physique aux bâtiments et aux transports ainsi que les informations sur la manière d'y accéder sont des priorités importantes pour faire progresser l'inclusion.

8. Malgré un accès plus large à la santé et à l'éducation, les Syriennes et Syriens bénéficiant d'une protection temporaire et les titulaires et demandeurs d'un statut de protection internationale restent confrontés à certaines difficultés d'accès au marché du travail et à l'emploi formel. Bien que le système d'exemption de permis de travail soit entré en vigueur pour faciliter l'accès des Syriennes et des Syriens au marché du travail, les barrières linguistiques et le manque de réseaux sociaux compliquent l'accès aux possibilités et aux systèmes d'assistance. Les tremblements de terre dévastateurs de 2023 ont touché 11 provinces de la région sud-est de la Türkiye, entraînant des pertes pour 15 millions d'habitants, dont près de 2 millions de Syriennes et Syriens, soit 11 % de la population touchée, et créant de nouveaux défis liés aux abris, aux services et aux moyens de subsistance[12]. Les femmes, les personnes âgées, les personnes handicapées et les jeunes des zones touchées peuvent rencontrer des difficultés en matière d'accessibilité et d'accès à la santé, aux technologies d'assistance et à l'éducation.

9. Dans le cadre du nouveau programme de pays, le PNUD donnera la priorité aux actions de lutte contre les inégalités dans les quatre domaines prioritaires du Plan-cadre de coopération, en tirant parti de son avantage comparatif dans ces domaines, des enseignements tirés et de son partenariat avec le Gouvernement. Selon l'évaluation indépendante du programme de pays[13], il est considéré par les parties prenantes comme un partenaire de développement fiable, efficace, efficient, neutre et réactif, capable de mobiliser une expertise technique, de fournir des services d'achat en temps voulu et de gérer des fonds et des initiatives à grande échelle. Il s'est constamment adapté pour répondre à l'évolution des besoins, notamment la crise des tremblements de terre de 2023, la pandémie de COVID-19, l'évolution défavorable de la situation macroéconomique, les défis régionaux, l'évolution de la dynamique politique, économique et sociale et l'accroissement de la mobilité humaine[14]. Parmi les exemples notables de réussite en matière de programmation, on peut citer les éléments ci-après.

10. Le PNUD a promu la cohésion sociale par l'engagement civique, la formation professionnelle et linguistique, et l'interaction entre la communauté turque et les Syriennes et Syriens bénéficiant d'une protection temporaire, principalement par l'intermédiaire du *Plan régional de gestion de la situation des réfugiés et de renforcement de la résilience*[15]. Il a facilité le placement de 6 586 Syriennes et Syriens et est venu en aide à 25 000 bénéficiaires (42 % de femmes) en leur offrant des possibilités de création d'entreprise, des compétences, une formation linguistique et des conseils d'orientation professionnelle. Au nom de l'ONU, de la Banque mondiale et de l'Union européenne, il a appuyé l'évaluation sur la reconstruction et le rétablissement de la Türkiye après les tremblements de terre, menée par le Gouvernement. Il a contribué aux services d'aide sociale et à la récupération des déchets de démolition résultant des tremblements de terre en aidant les municipalités à reconstruire les services de gestion des déchets, en rétablissant les moyens de subsistance grâce à la fourniture d'un appui aux petites entreprises et à la formation

[12] PNUD, *Recovery and Reconstruction after the 2023 Earthquakes in Türkiye*, 2024.
[13] Bureau indépendant d'évaluation du PNUD, *Évaluation indépendante du programme de pays de la Türkiye*, 2025.
[14] Ibid.
[15] Ibid.

professionnelle et en restaurant le patrimoine culturel matériel et immatériel par l'intermédiaire d'une campagne de financement participatif.

11. Le PNUD a étendu son réseau d'usines modèles à 10 sites à travers le pays, en étroite collaboration avec le Ministère de l'industrie et de la technologie, favorisant ainsi la transformation structurelle, la productivité et l'innovation dans le secteur manufacturier. Il a facilité l'adoption de l'énergie solaire par 1 600 ménages dans les villages et les fermes des hautes terres et a fourni un soutien à l'agriculture durable et aux moyens de subsistance à plus de 20 000 résidents ruraux chaque année. Une formation professionnelle a été dispensée à plus de 9 000 femmes, Syriennes et Syriens bénéficiant d'une protection temporaire et membres des communautés d'accueil, ainsi qu'à des personnes handicapées. Le PNUD a formé plus de 600 000 personnes par l'intermédiaire de programmes en ligne et en présentiel, améliorant ainsi l'inclusion économique et les compétences numériques au sein des populations. Il a fourni un appui technique aux mises à jour des stratégies et plans d'action du Gouvernement en matière d'adaptation aux changements climatiques et d'atténuation de leurs effets, parallèlement à la préparation de la deuxième contribution déterminée au niveau national 2030 et de la stratégie climatique à long terme 2053 de la Türkiye.

12. Les auteurs de l'évaluation indépendante du programme de pays ont formulé les recommandations suivantes : a) le PNUD devrait continuer à travailler sur la cohésion sociale et sur l'intégration des Syriennes et Syriens bénéficiant d'une protection temporaire et des titulaires et demandeurs d'un statut de protection internationale dans l'économie turque en se concentrant sur l'emploi, l'appui stratégique et les partenariats avec le secteur privé ; b) le PNUD doit mieux intégrer la gouvernance dans les domaines prioritaires, tout en renforçant la coopération avec la société civile, le secteur privé et le Gouvernement aux niveaux central et local et en se plaçant bien pour intégrer la bonne gouvernance dans divers domaines thématiques de travail ; c) le PNUD devrait renforcer la capacité des institutions nationales à promouvoir l'autonomisation des femmes aux niveaux local et national ; d) le PNUD devrait consolider son expérience afin d'acquérir des compétences en matière d'élaboration et d'exécution des programmes de subventions et s'agissant de tirer des enseignements de ces programmes[16].

13. Le PNUD renforce la cohérence de l'équipe de pays des Nations Unies en présidant deux des six groupes de résultats du Plan-cadre de coopération, dans les domaines de l'environnement et de la gouvernance, sous la coordination du Bureau du Coordonnateur résident des Nations Unies. Il copréside l'initiative du Plan régional de gestion de la situation des réfugiés et de renforcement de la résilience avec le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés afin de coordonner le soutien apporté aux Syriennes et Syriens bénéficiant d'une protection temporaire en Türkiye, en passant de l'aide humanitaire à l'autosuffisance et à l'emploi formel. Il a collaboré avec l'équipe interinstitutions dirigée par l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes) pour mettre en œuvre le plan d'action de l'équipe de pays des Nations Unies à l'échelle du système. À la recherche de synergies, le PNUD, l'Organisation internationale du Travail, ONU-Femmes et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance ont procédé à une évaluation du système de soins de la Türkiye, qui a débouché sur l'élaboration d'un programme commun sur la transformation numérique des politiques de soins.

[16] Ibid.

II. Priorités du programme et partenariats

14. Reconnaissant la dimension régionale et mondiale du partenariat Türkiye-PNUD, la vision du programme de pays est d'aider le Gouvernement à accélérer les progrès vers ses objectifs de développement durable et ses objectifs de développement national afin de positionner la Türkiye comme « une nation respectueuse de l'environnement, résiliente face aux catastrophes, avec une production à forte valeur ajoutée fondée sur des technologies avancées, une répartition équitable des revenus, stable, robuste et prospère », conformément à sa *Vision 2053*[17]. Découlant directement des quatre domaines prioritaires du Plan-cadre de coopération, le PNUD s'attachera à appuyer le renforcement des capacités administratives des institutions publiques, à améliorer la prestation de services et à promouvoir des mesures qui renforcent l'autonomisation civique et économique de la population. Grâce à des perspectives systémiques et à l'interconnexion des programmes, combinées à des mesures visant à protéger l'environnement et à renforcer la résilience face aux changements climatiques, ces efforts soutiendront la croissance durable. En s'appuyant sur des solutions intégrées et intersectorielles et sur la consolidation des programmes, le PNUD poursuivra une stratégie à trois volets : a) placer le principe « ne laisser personne de côté » au centre de ses efforts, en mettant au point des initiatives visant à donner la priorité aux avantages pour les femmes, les jeunes, les personnes handicapées et les Syriennes et Syriens bénéficiant d'une protection temporaire ; b) utiliser l'intégration et la cohérence du portefeuille grâce à des analyses plus approfondies et axées sur les systèmes, à des dialogues intersectoriels et à des initiatives adaptatives et se renforçant mutuellement qui tiennent compte des intersectionnalités composées et se concentrent sur les groupes et les populations dans le besoin ; c) veiller à ce que les enseignements tirés des travaux menés dans ces domaines prioritaires soient internalisés et exploités pour mettre au point et mettre en œuvre des initiatives à fort impact. Une approche fondée sur les droits guidera le programme afin de garantir le renforcement de la résilience et des capacités des titulaires de droits et des porteurs de devoirs.

15. Le programme de pays a bénéficié de consultations approfondies avec les institutions nationales et infranationales, y compris les ateliers du Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable, auxquels ont participé plus de 300 représentantes et représentants. En outre, il s'appuie sur une série d'exercices analytiques, notamment la pensée systémique, l'analyse prospective, la prospective stratégique ainsi que des consultations structurées avec les homologues locaux, la société civile, le secteur privé, les Nations Unies et les partenaires de développement qui étudient les liens entre les différentes questions. Le programme est conçu de manière globale en tenant compte de l'évaluation indépendante du programme de pays, de l'évaluation du Plan-cadre de coopération, des évaluations des réalisations et des projets, ainsi que des synthèses.

16. Le PNUD développera l'utilisation de solutions technologiques pour favoriser les écosystèmes numériques participatifs dans tous les secteurs. Il s'agira notamment : de renforcer la compétitivité des petites et moyennes entreprises par l'intermédiaire de plateformes en ligne ; de contribuer à la promotion de la gouvernance en ligne afin d'améliorer la prestation des services publics ; d'appuyer la dématérialisation de services municipaux ; de faciliter le commerce en ligne ; d'appuyer la modernisation du secteur agricole. L'innovation stratégique restera essentielle pour aider le Gouvernement et les populations. Des approches intégrées lieront la compétitivité économique à la réduction de la pauvreté et à la cohésion sociale, en promouvant une reprise durable dans les zones touchées par les

[17] Présidence de la stratégie et du budget, *Douzième plan de développement (2024-2028)*.

tremblements de terre, en mettant fortement l'accent sur les énergies renouvelables, l'efficacité énergétique et l'élargissement des possibilités d'emploi. En ce qui concerne le financement du développement, le PNUD s'appuiera sur des initiatives régionales, notamment son Centre international d'Istanbul d'appui au secteur privé aux fins du développement, afin de renforcer la collaboration avec les secteurs public et privé et de mobiliser les ressources nationales à grande échelle. Les partenariats avec les institutions financières internationales seront élargis afin d'encourager les investissements dans des solutions à « zéro émissions nettes » et favorables à la nature, des technologies vertes et des moyens de subsistance ruraux durables. Tout en entretenant des partenariats solides avec l'Union européenne, le Fonds pour l'environnement mondial (FEM), la Banque mondiale et le Fonds international de développement agricole, le PNUD diversifiera sa base de partenariat pour y inclure la Suède, le Japon, la République de Corée, le Royaume-Uni et des partenaires non traditionnels, en alignant les capitaux privés sur les priorités de développement.

Bonne gouvernance

17. Le PNUD s'emploiera à améliorer la gouvernance locale, à promouvoir les droits humains, à renforcer et à promouvoir l'espace civique, à soutenir les propositions législatives sur le volontariat et à promouvoir l'autonomisation des femmes. Pour progresser dans ces domaines, il est essentiel, au préalable, de renforcer les partenariats avec les institutions publiques et la participation citoyenne aux activités de ces institutions afin d'améliorer leur capacité à réagir rapidement, tout en menant des efforts pour appuyer le renforcement de la législation nationale conformément aux normes internationales et aux meilleures pratiques.

18. En partenariat avec le Ministère de l'environnement, de l'urbanisation et du changement climatique et l'Union des municipalités de Türkiye, le PNUD soutiendra la gouvernance locale en renforçant les capacités de suivi, de dialogue participatif et de plaidoyer de la société civile, et en renforçant les capacités institutionnelles en améliorant les capacités d'analyse et de gouvernance des données, les outils d'évaluation de l'impact social en vue de garantir la réactivité des services publics, la prise en compte en temps réel des commentaires des citoyens à l'aide de l'intelligence artificielle (IA) au sein des systèmes de gouvernance en ligne, et le dialogue avec le secteur privé, en particulier dans les zones urbaines et périurbaines les plus développées. Les principes de bonne gouvernance et l'engagement civique participatif contribueront au renforcement des systèmes de gouvernance dans les autres domaines prioritaires du programme de pays.

19. Le PNUD soutiendra l'intégration des principes relatifs aux entreprises et aux droits humains en contribuant à l'élaboration d'un plan d'action national. Il s'agira notamment de procéder à une évaluation nationale de base, d'aligner la législation sur les normes internationales et de renforcer la capacité des institutions et des entreprises à tenir compte des droits humains dans leurs activités. Le PNUD s'efforcera de renforcer la capacité des organisations de la société civile à appliquer efficacement les outils relatifs aux entreprises et aux droits humains dans l'élaboration de programmes, en réunissant les entreprises et les décideurs politiques pour qu'ils adoptent des pratiques de fonctionnement fondées sur les droits humains.

20. Grâce au triple partenariat qu'il a noué avec les pouvoirs publics, le PNUD peut devenir un acteur du développement de plus en plus important en facilitant l'action de la Türkiye. Il s'agit notamment de soutenir le programme de la Türkiye visant à aider les pays les moins avancés dans le cadre de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire en partageant son expérience et son expertise – y compris avec les membres de l'OCDE – et en tirant parti du potentiel du volontariat, de la transformation numérique et industrielle, de la réponse aux catastrophes, ainsi que du commerce et de la connectivité, tels que le Corridor médian.

Développement social

21. La réduction des inégalités en Türkiye nécessitera une approche pluridimensionnelle pour s'assurer que personne n'est laissé pour compte, impliquant à la fois l'amélioration ou la restauration des services publics (en particulier dans les zones touchées par les tremblements de terre), et davantage de possibilités de participation économique pour accroître l'autonomie et la cohésion sociale. En partenariat avec le Gouvernement et les organisations de la société civile, les contributions du PNUD donneront la priorité à l'autonomisation sociale des femmes, des jeunes, des Syriennes et Syriens bénéficiant d'une protection temporaire, des titulaires et demandeurs d'un statut de protection internationale, des personnes handicapées et des personnes âgées (en particulier pour les compétences numériques et financières et les soins), afin de remédier aux vulnérabilités multidimensionnelles. Il s'agira notamment d'améliorer les infrastructures physiques, l'accessibilité et la qualité de l'enseignement, ainsi que les compétences des enseignants en matière d'éducation répondant à des besoins spéciaux.

22. En partenariat avec le monde universitaire et le secteur privé, l'accent sera mis sur l'amélioration de l'employabilité grâce à des programmes de développement des compétences numériques axés sur les technologies de l'information, la maîtrise de l'IA, l'apprentissage automatique, les mégadonnées, la robotique, le codage, le marketing numérique et la transformation électronique, grâce à des initiatives ciblées en faveur des femmes et des filles, y compris celles qui sont handicapées, et au recours au volontariat pour une participation et un impact plus larges. En outre, le PNUD s'efforcera de réduire la fracture numérique entre zones urbaines et rurales en mettant au point des initiatives répondant aux besoins des femmes, en promouvant l'utilisation de plateformes de commerce en ligne et en soutenant la transformation des zones d'installation rurales en centres globaux et durables pour l'innovation et l'activité économique.

23. Le développement de la participation économique nécessitera une demande suffisante du marché, une adéquation des compétences et l'acceptation par la société des Syriennes et Syriens bénéficiant d'une protection temporaire et des titulaires et demandeurs d'un statut de protection internationale. Pour ces deux communautés, pour les communautés d'accueil et pour les rapatriés, le PNUD, avec l'appui des ressources déjà mobilisées, intensifiera ses efforts pour amplifier les résultats obtenus sur les moyens de subsistance durables et l'emploi formel en améliorant l'employabilité dans les secteurs non agricoles grâce à des programmes de formation appliquée. Une attention particulière sera accordée aux travailleurs agricoles saisonniers en améliorant leur employabilité et en renforçant les capacités des coopératives et des entreprises agroalimentaires respectueuses de la nature. Le puissant secteur privé et les associations professionnelles du pays seront des partenaires majeurs capables de recommander des améliorations du cadre juridique afin de réduire les obstacles à la participation et de promouvoir les possibilités d'emploi. Le PNUD continuera à suivre de près l'évolution de la situation en Syrie et reste prêt à participer conjointement au renforcement de la résilience, de la coopération transfrontières et des partenariats régionaux. Cela inclut, en coordination avec les entités compétentes des Nations Unies, des projets qui pourraient soutenir le retour des Syriennes et des Syriens dans leur pays d'origine de leur plein gré, en toute sécurité, dans la dignité et dans l'ordre[18].

24. Le PNUD soutiendra les approches intersectorielles par l'intermédiaire de la cohésion sociale et de la résilience face aux changements climatiques dans les provinces où les services municipaux sont de plus en plus sollicités en raison de la présence des Syriennes et des Syriens et de l'évolution des besoins en matière de services après les tremblements de terre. À cette fin, il élaborera des modèles

[18] Voir : https://en.goc.gov.tr/voluntary-safe-and-dignified-return.

« zéro déchet », fournira du matériel de collecte des déchets et mettra en place des mécanismes de gouvernance efficaces grâce au renforcement des capacités municipales en matière de gestion durable des déchets. Ces initiatives cibleront les zones urbaines confrontées à des défis environnementaux et sociaux importants, en particulier celles qui ont été touchées par les tremblements de terre.

Développement économique compétitif

25. Pour assurer une croissance économique plus équitable et durable en Türkiye, il faudra adapter la capacité des acteurs économiques aux besoins de la transformation structurelle. Le PNUD se concentrera sur la qualité de la croissance au moyen d'initiatives soutenant l'autonomisation économique des femmes, la compétitivité, la transformation industrielle, les pratiques durables et le développement rural, tout en examinant les possibilités de partenariat avec les institutions financières internationales, y compris le financement public. Ces efforts visent à soutenir le renforcement de la croissance turque afin qu'elle soit plus équitable, qu'elle améliore la résilience et qu'elle garantisse la durabilité conformément aux priorités nationales et mondiales.

26. Le PNUD contribuera à la promotion de l'autonomisation des femmes, en particulier pour les femmes ni en emploi, ni en études, ni en formation qui ont besoin d'une combinaison de mesures d'autonomisation et de protection ainsi que les femmes dans les domaines des sciences, de la technologie, de l'ingénierie et des mathématiques qui bénéficieront d'une meilleure employabilité grâce à l'amélioration des compétences pertinentes et à un encadrement en matière de numérique. Avec l'appui des entreprises et des organisations civiles et bénévoles, il facilitera l'analyse du marché du travail sur la base de données et encouragera les partenariats public-privé pour soutenir l'entrepreneuriat et les écosystèmes d'innovation. Cela inclut des modèles holistiques pour la formation professionnelle et la reconversion professionnelle, y compris les compétences vertes, numériques, sociales et l'emploi, tout en s'attaquant aux obstacles systémiques grâce à un dialogue avec les acteurs des secteurs public et privé.

27. Le PNUD renforcera la compétitivité des entreprises turques en étroit partenariat avec le Ministère de l'industrie et de la technologie et en tirant parti du solide écosystème d'innovation du pays pour stimuler la productivité, la transition numérique et la transformation durable dans le secteur privé, en particulier parmi les petites et moyennes entreprises, tout en menant des initiatives visant à atténuer le risque de lacunes en matière de compétences numériques dans la participation au marché du travail. En partenariat avec le Ministère de la culture et du tourisme, il soutiendra l'alignement des priorités nationales en matière de tourisme durable sur les normes internationalement reconnues, en se concentrant sur le développement socioéconomique local dans les petites destinations.

28. Obtenir une croissance plus durable nécessitera des investissements supplémentaires dans les chaînes de valeur durables et les modèles d'entreprise de l'économie circulaire. Il s'agit notamment de mettre en place des mécanismes de gouvernance, d'améliorer l'efficacité des ressources et d'encourager l'innovation. Grâce à la mobilisation planifiée des ressources, le PNUD renforcera les initiatives de développement rural afin d'accroître leur impact sur les petits exploitants agricoles. Les efforts porteront notamment sur l'autonomisation des femmes par la mise en place de mécanismes solides qui renforcent leur capacité à former des groupements économiques plus efficaces, promeuvent l'utilisation durable des ressources naturelles et améliorent la résilience des petits exploitants.

Climat, durabilité environnementale et résilience

29. Pour protéger les ressources naturelles de la Türkiye et assurer la résilience du pays, il faudra intégrer la gestion des risques dans le développement et l'aménagement du territoire, ainsi que dans la gestion intégrée de l'eau et de l'utilisation des terres. Ces efforts contribueront à renforcer les mécanismes de gouvernance et les capacités de réduction des risques de catastrophe et d'adaptation aux changements climatiques. Le PNUD soutiendra la décarbonation de l'économie, la préservation et la restauration de la biodiversité, des ressources génétiques et des services écosystémiques ainsi que la promotion de l'économie circulaire et des principes de transition juste, le but étant d'atteindre un équilibre durable entre les systèmes sociaux et économiques. Cela passera par l'implication de la population et de la société civile dans les processus de gouvernance, de planification et de prise de décision. Un appui politique et technique sera nécessaire pour élaborer et mettre en œuvre des mesures avancées et intégrées, telles que l'adaptation fondée sur les écosystèmes et la réduction des risques de catastrophe, qui favorisent les changements de comportement par l'éducation nationale et une utilisation de l'eau responsable et soucieuse de l'environnement.

30. Conformément à la législation nationale, le PNUD entretiendra et développera des partenariats avec les autorités locales pour préparer des évaluations des risques et élaborer des plans d'action visant à renforcer la résilience. Il s'agira notamment de renforcer les capacités de gestion des risques et les capacités d'adaptation pour faire face aux aléas climatiques et à leurs conséquences dans tous les segments de la société. Les dispositifs d'alerte rapide alimentés par l'IA, l'analyse des mégadonnées géospatiales et les outils de modélisation prédictive des risques peuvent être utilisés pour améliorer la préparation aux catastrophes locales et la planification de la résilience aux changements climatiques. Ces efforts seront complétés par un renforcement des capacités de gestion des subventions afin d'appuyer les initiatives en faveur de la nature et les initiatives « zéro émission nette » menées par les organisations bénévoles et la société civile. La contribution du PNUD aux efforts de décarbonation se concentrera sur les secteurs à forte intensité d'émissions, en soutenant les efforts que le pays déploie pour s'aligner sur le mécanisme d'ajustement carbone aux frontières afin de maintenir la compétitivité sur les marchés internationaux, en collaboration avec les institutions financières internationales. Le PNUD étudiera les moyens de soutenir les acteurs du secteur privé et les petites et moyennes entreprises dans les initiatives de décarbonation liées à l'atténuation des changements climatiques, d'élaborer des stratégies et de développer des capacités visant à améliorer l'efficacité énergétique dans les bâtiments et les secteurs industriels, d'améliorer l'efficacité de l'utilisation des ressources en eau et d'intégrer des principes écologiques et des principes de durabilité dans les mécanismes de financement.

31. Pour protéger les ressources naturelles et la biodiversité, en partenariat avec le FEM, le PNUD élargira son appui à la gestion durable des terres et des forêts, y compris les zones et les espèces protégées et les écosystèmes marins, ainsi qu'à la gestion et à la restauration des écosystèmes. Il promouvra le rôle moteur que la Türkiye joue au niveau international en matière de transformation verte, notamment par l'intermédiaire d'initiatives « zéro déchet », de la mise en œuvre du plan national d'économie circulaire et de partenariats multipartites pour la gestion de la pollution et des déchets. Les plans d'action provinciaux et les règlements correspondants soutiendront les efforts déployés pour protéger la population contre l'exposition aux particules en suspension. Les solutions fondées sur l'IA utiles pour la gestion des déchets et l'agriculture intelligente peuvent être exploitées pour améliorer l'efficacité et la durabilité dans les applications de l'économie circulaire.

III. Administration du programme et gestion des risques

32. Le présent descriptif de programme de pays donne un aperçu de la contribution du PNUD aux résultats nationaux et constitue le principal moyen de rendre compte au Conseil d'administration de la mesure dans laquelle les résultats correspondent aux objectifs fixés et de l'utilisation des ressources allouées au programme. Pour chaque niveau (pays, région et siège), les responsabilités afférentes au programme de pays sont énoncées dans les politiques et procédures régissant les programmes et opérations du PNUD, ainsi que dans le dispositif de contrôle interne.

33. Le programme sera exécuté sur le plan national. Si nécessaire, l'exécution nationale peut être remplacée par l'exécution directe pour tout ou partie du programme en cas de force majeure. La politique harmonisée concernant les transferts de fonds sera appliquée en coordination avec les autres organismes des Nations Unies de façon à gérer les risques financiers. Les définitions et les classifications des coûts afférents aux activités de programme et aux activités visant l'efficacité du développement seront appliquées aux différents projets concernés.

34. L'exécution du programme sera coordonnée par la présidence de la stratégie et du budget dans le cadre du suivi annuel du Plan-cadre de coopération réalisé avec le Comité directeur mixte, composé des Nations Unies, de la présidence et du Ministère des affaires étrangères. Les projets seront mis en œuvre par des institutions nationales ou locales, et le PNUD sera responsable de l'obtention des résultats, le contrôle étant assuré par des comités de projet[19]. Le PNUD est déterminé à rationaliser les coûts et à améliorer l'efficacité de toutes ses interventions.

35. Le programme repose sur des hypothèses clés qui favorisent une mise en œuvre efficace, tout en tenant compte du paysage régional et économique dynamique. Les risques économiques et monétaires tels que l'inflation continueront à jouer un rôle crucial dans le maintien de la croissance, la réduction des inégalités et le développement durable. Le PNUD alignera sa programmation grâce à de la prospective stratégique afin d'améliorer la fiabilité de la planification, en reconnaissant les possibilités de changement et les modifications contextuelles. La programmation se concentrera sur le renforcement de la résilience des personnes et des populations les plus exposées, le but étant d'éviter l'aggravation de la pauvreté et des inégalités. Les conséquences des phénomènes météorologiques défavorables et des catastrophes vont de la perte de vies humaines, d'habitats et de biens à des pertes économiques potentielles et à un ralentissement des progrès accomplis en matière de développement. Le PNUD appuiera les capacités nationales et locales en matière de risques multiples, d'adaptation, de préparation et de réponse aux catastrophes. Ces efforts contribueront à la résilience à long terme et au développement durable, conformément aux normes sociales et environnementales du PNUD.

IV. Contrôle de l'exécution et évaluation du programme

36. Les groupes de résultats du Plan-cadre de coopération, présidés conjointement avec le Gouvernement, seront responsables de la planification et du suivi des résultats du Plan-cadre de coopération et du programme de pays ainsi que de l'établissement de rapports à leur sujet, et suivront l'évolution du paysage du développement afin de

[19] Les mécanismes d'évaluation définis dans le Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable seront appliqués. Les données relatives au programme seront partagées aux fins de suivi par l'intermédiaire du système d'information de la Présidence de la stratégie et du budget sur la coopération internationale au service du développement.

détecter les signaux, d'évaluer les risques et de réajuster les interventions liées aux programmes.

37. Dans les évaluations précédentes, il a été recommandé de renforcer les systèmes de suivi participatifs, en particulier pour suivre les progrès en matière d'égalité et d'autonomisation des femmes[20]. Le nouveau programme de pays intègre l'égalité et l'autonomisation des femmes dans tous les indicateurs. Parallèlement aux statistiques nationales, le PNUD utilisera des outils et des plateformes numériques pour collecter des données primaires, y compris des outils géospatiaux et des enquêtes pour obtenir un retour d'information sur l'efficacité de son programme. Il allouera au moins 15 % des ressources du programme aux initiatives d'autonomisation des femmes et utilisera des systèmes institutionnels pour suivre ses contributions et ses résultats.

38. Le PNUD intégrera la mesure des résultats de la formation dans l'ensemble de ses portefeuilles afin d'évaluer les impacts à court terme de ses initiatives de renforcement des capacités et de fournir des preuves de son rôle dans la conduite de changements systémiques. Il appuiera les initiatives visant à renforcer les capacités nationales d'évaluation, parallèlement aux efforts déployés par l'Agence nationale de la statistique TurkStat pour accroître la disponibilité des indicateurs relatifs aux objectifs de développement durable et ventiler davantage les données.

39. Le plan d'évaluation repose sur une combinaison d'évaluations de projets, d'évaluations thématiques et d'évaluations des réalisations en tenant compte de l'ordre et du calendrier des évaluations afin d'éclairer les décisions et l'élaboration des programmes.

40. Le programme d'exécution et d'évaluation comprend une composante liée à l'apprentissage visant à générer de nouvelles connaissances sur la Türkiye dans les domaines prioritaires définis. De nouveaux supports de connaissances seront mis au point dans des domaines émergents tels que la résilience, la gestion de la biodiversité (ressources génétiques), la gestion des déchets, l'égalité entre les femmes et les hommes, la croissance économique, la résilience face aux catastrophes et le développement de l'économie des services à la personne.

[20] PNUD Türkiye, *Outcome Evaluation for Outcomes 4.1 and 2.1*, 2024.

Annexe A

Cadre de résultats et d'allocation des ressources

NATIONAL PRIORITY OR GOAL: ***12th NDP Axis 3. Qualified people, strong family, healthy society, Sustainable Development Goals: 1, 4, 5, 8, 10, 16, 17***

COOPERATION FRAMEWORK OUTCOME INVOLVING UNDP: ***Outcome 1.1: By 2030, people benefit more from inclusive quality services, protection and empowerment promoting equity and resilience.***

RELATED STRATEGIC PLAN OUTCOME: ***Outcome 2: No one left behind, centring on equitable access to opportunities and a rights-based approach to human agency and human development.***

COOPERATION FRAMEWORK OUTCOME INDICATOR(S), BASELINES, TARGET(S)	SOURCE AND FREQUENCY OF DATA COLLECTION, AND RESPONSIBILITIES	INDICATIVE COUNTRY PROGRAMME OUTPUTS	MAJOR PARTNERS / PARTNERSHIPS FRAMEWORKS	ESTIMATED COST BY OUTCOME (US$)
Proportion of people at risk of poverty or social exclusion, by sex and age group (%) ***Baseline (2024)/Target (2030)*** *Male: 27.1/21.7* *Female: 31.5/25.2* *Children (0-17): 38.9/31.1* *Total: 29.3/23.4* *Rate of Youth NEET (15-24 years-old, %)* ***Baseline (2023)/Target (2030):*** *Total: 22.5/19.7* *Female: 29.8 (2023)* *Male: 15.6 (2023)*	*Turkish Statistical Institute (TurkStat)* *TurkStat*	***Output-1.1: Displaced populations and residing communities benefit from improved employability and sustainable livelihoods in crisis or post-crisis settings*** ***Indicators:*** ***1.1.1:*** *Number of people benefitting from jobs and improved livelihoods in crisis or post-crisis settings* ***Baseline (2025)/Target (2030)*** *a) female* ***40,185/45,013*** *b) male* ***35,616/48,878*** *c) SuTP/IPSHA* ***63,346/72,391*** ***Source:*** *Project reports, Turkish Employment Agency (ISKUR), Ministry of Labour and Social Security (MoLSS), Ministry of Agriculture and Forestry (MoAF)* ***1.1.2:*** *Number and proportion of agricultural organizations/cooperatives/unions and employer enterprises capacitated to expand employment opportunities for targeted populations and residing communities* ***Baseline (2025)/Target (2030)*** *a) agricultural organizations/cooperatives/unions* ***0/42*** *b) employers* ***0/315*** *c) women-led cooperatives/employer* ***0/30 (%)*** ***Source****: Project reports, ISKUR, MoLSS, MoAF*	*MoAF* *MoLSS* *Ministry of National Education (MoNE)* *ISKUR* *EU* *NGOs/INGOs (i.e. Turkish Red Crescent)* *UMT* *Local administrations/ municipalities* *Private Sector (i.e. DSM Group Trendyol)*	**Regular $319,250** **Other $94,974,849**

		Output-1.2: Access to resources, digital opportunities, skill formation, and decent jobs improved in urban and rural settings ***Indicators:*** ***1.2.1:*** *Number of public and private institutions that leverage digital technologies in ways that improve people's lives at:* ***Baseline (2025)/Target (2030)*** *a) national* ***7/9*** *b) sub-national level* ***6/61*** ***Source****: Project reports, UMT* ***1.2.2:*** *Number of people benefiting from skill formation, re/upskilling, and employment opportunities* ***Baseline (2025)/Target (2030)*** *a) female* ***1,403,691/1,413,715*** *b) male* ***1,244,784/1,261,424*** ***Source:*** *Project reports, ISKUR, MoLSS, MoAF, Southeastern Anatolia Project Regional Development Administration (GAP RDA)* ***1.2.3:*** *Average percentage point improvement in participant knowledge scores in post-tests for technical, vocational and soft skills trainings* ***Baseline (2025)/Target (2030)*** ***0/30*** ***Source:*** *Project reports* ***Output-1.3: Comprehensive service provision strengthened to promote improved delivery, expanded access, and protection with special focus on needs of both women and men*** ***Indicators:*** ***1.3.1:*** *Number of state and non-state entities strengthened for improved services targeting groups including women and girls* ***Baseline (2025)/Target (2030)*** ***148/242*** ***Source:*** *Project reports, ISKUR, MoLSS, UMT* ***1.3.2:*** *Number of people within intersectional[21] groups of women, persons with disabilities and older persons provided with inclusive services* ***Baseline (2025)/Target (2030)*** *a) female* ***4,286/4,386***		

[21] UNDP will collect disaggregations to capture intersectionalities.

		b) male ***3,832/3,932*** *c) persons with disabilities* ***1,735/1,835*** *d)older persons* ***1,186/1,286*** ***Source:*** *Project reports*		
NATIONAL PRIORITY OR GOAL: ***12th NDP Axis 2. Competitive production with green and digital transition, Sustainable Development Goals: 1, 2, 4, 5, 6, 8, 9, 10, 12, 17***				
COOPERATION FRAMEWORK OUTCOME INVOLVING UNDP: ***Outcome 2.1: By 2030, Türkiye has an accelerated green, resilient and inclusive economic transformation that provides skills, decent work and livelihood opportunities for all, enhancing human development, and welfare in urban and rural settings.***				
RELATED STRATEGIC PLAN OUTCOME: ***Outcome 1: Structural transformation accelerated, particularly green, inclusive and digital transitions.***				
COOPERATION FRAMEWORK OUTCOME INDICATOR(S), BASELINES, TARGET(S)	**SOURCE AND FREQUENCY OF DATA COLLECTION, AND RESPONSIBILITIES**	**INDICATIVE COUNTRY PROGRAMME OUTPUTS**	**MAJOR PARTNERS / PARTNERSHIPS FRAMEWORKS**	**ESTIMATED COST BY OUTCOME (US$)**
Land allocated to organic and good agricultural practices (%) ***Baseline (2023)/Target (2030):*** *Hectares: 549,441/1,040,000* ***Baseline (2022)/Target (2030):*** *Proportion: 1.4/4.5* *The Share of High Technology in Exports of SMEs Operating in Manufacturing Industry (%)* ***Baseline (2022)/Target (2030)*** *1.5/3* *Employment Rate (%)* ***Baseline (2023)/Target (2030):*** *Total: 48.3/53* *Female: 31.3/37.7*	*TurkStat and MoAF* *TurkStat* *TurkStat*	***Output-2.1: Capacities at national and sub-national levels supported and innovative solutions for sustainable value chains scaled-up to promote economic development*** ***Indicators:*** ***2.1.1:*** *Number of local economic development partnerships at scale for accelerating sustainable economic growth* ***Baseline (2025)/Target (2030)*** ***117/143*** ***Source:*** *Project reports* ***2.1.2:*** *Number of private sector entities (incl. MSMEs) with improved sustainability, enhanced performance, business transactions, and/or income generation* ***Baseline (2025)/Target (2030)*** ***13,603/13,747*** ***Source****: Project reports* ***2.1.3:*** *Number of private sector employees capacitated for innovation and productivity* ***Baseline (2025)/Target (2030)*** *a) female* ***2,018/2,082*** *b) male* ***5,663/5,854*** ***Source:*** *Project reports*	*MoAF* *MoIT* *MoCT* *MoLSS* *Ministry of Family and Social Services (MoFSS)* *Development Agencies (i.e. GAP RDA)* *Local administrations/ municipalities* *EU* *IFIs (i.e. IFAD and European Bank for Reconstruction and Development (EBRD))* *INGOs/NGOs (i.e. Better Cotton Initiative, Confederation of Turkish Employers' Unions, Türkiye Tourism Promotion and*	**Regular $319,250** **Other $82,140,831**

		Output-2.2: Capacities of ecosystem actors supported, awareness raised, and opportunities created for women's socioeconomic empowerment ***Indicators:*** ***2.2.1:*** *Number of measures implemented to:* *a) eliminate discrimination against women and segregation in labour market* ***Baseline (2025)/Target (2030)*** ***13/15*** *b) increase women's access to and use of digital and green technologies, digital finance, ecommerce and digital value chains* ***9/11*** *c)ensure women's economic security and empowerment in crisis contexts, including through economic recovery plans* ***0/3*** *d)promote the recognition, reduction, and redistribution of unpaid care and domestic work* ***1/3*** ***Source****: Project reports* ***2.2.2:*** *Number of partnerships raising awareness to remove barriers to women's economic empowerment* ***Baseline (2025)/Target (2030)*** ***32/66*** ***Source:*** *Project reports* ***2.2.3:*** *Number of young NEET women skilled and STEM women re/up-skilled through green economic empowerment programmes* ***Baseline (2025)/Target (2030)*** *a) NEET Women* ***3,449/5,949*** *b) STEM Women* ***200/400*** ***Source:*** *Project reports* ***Output-2.3: Resilient market infrastructure enhanced, access to financial and non-financial assets expanded, and livelihoods improved to accelerate rural development*** ***Indicators:*** ***2.3.1:*** *Number of people accessing financial and non-financial assets* ***Baseline (2025)/Target (2030)*** ***107,606 (37% women)/120,000 (min.40% women)*** ***Source:*** *Project reports, MoAF, GAP RDA*	*Development Agency, chambers, Organized Industrial Zones)* *CSOs (i.e. Sabanci Foundation)* *Private sector (i.e. Enerjisa)*	

NATIONAL PRIORITY OR GOAL: ***12th NDP Axis 4. Disaster resistant living areas, sustainable environment, Sustainable Development Goals: 5, 6, 7, 11, 12, 13, 14, 15, 17***

COOPERATION FRAMEWORK OUTCOME INVOLVING UNDP: ***Outcome 3.1: By 2030, all people benefit from strengthened policies and collaborative action for climate change mitigation and adaptation, environmental sustainability as well as enhanced disaster preparedness***

RELATED STRATEGIC PLAN OUTCOME: ***Outcome 1: Structural transformation accelerated, particularly green, inclusive and digital transitions.***

COOPERATION FRAMEWORK OUTCOME INDICATOR(S), BASELINES, TARGET(S)	SOURCE AND FREQUENCY OF DATA COLLECTION, AND RESPONSIBILITIES	INDICATIVE COUNTRY PROGRAMME OUTPUTS	MAJOR PARTNERS / PARTNERSHIPS FRAMEWORKS	ESTIMATED COST BY OUTCOME (US$)
Proportion of land that is degraded over total land area (%) ***Baseline (2019)/Target (2030)*** *13.4/12* *Waste Recovery Rate within the Scope of Zero Waste Project (%)* ***Baseline (2023)/Target (2030)*** *35/45* *Number of provinces that adopt and implement local climate change action plans* ***Baseline (2024)/Target (2030):*** *15/31*	*TurkStat* *MoEUCC* *MoEUCC* *MoAF*	***Output-3.1: Evidence-based policies, innovative technologies and mechanisms enabled for adaptation and mitigation and effective disaster prevention and preparedness addressing needs of both women and men*** ***Indicators:*** ***3.1.1:*** *Number of risk-informed development strategies and plans responsive to particular needs of women and men at national/sub-national levels* ***Baseline (2025)/Target (2030)*** ***14/20*** ***Source:*** *Project reports, MoEUCC* ***3.1.2:*** *Number of low carbon and energy-efficient solutions:* ***Baseline (2025)/Target (2030)*** *a) developed* ***2/3*** *b) financed* ***2/3*** *c) applied at scale* ***1/2*** ***Source****: Project reports* ***3.1.3:*** *Number of initiatives that increase public awareness and ownership on environmental challenges and percentage of those actively integrate women's perspectives and leadership roles* ***Baseline (2025)/Target (2030)*** ***186/521(10%)*** ***Source:*** *Project reports* ***Output-3.2: Integrated solutions including nature-based solutions scaled up for sustainable management of natural resources, natural conservation and restoration and biodiversity protection*** ***Indicators:*** ***3.2.1:*** *Natural resources that are managed under a sustainable use, conservation, access, and benefit-sharing regime:*	*MoAF* *MoEUCC* *MoNE* *Disaster Emergency and Management Presidency (AFAD)* *Local administrations/ municipalities* *EU* *GEF* *Biodiversity Finance Initiative* *CSOs* *Private sector (i.e. Amazon)*	**Regular $319,250** **Other $63,738,486**

		Baseline (2025)/Target (2030) *a) amount of chemicals reduced, disposed or avoided (metric tons)* ***3,012/4,085*** *b) area of forest and forest land restored (hectares)* ***638,923/639,373*** *c) area of terrestrial and marine protected areas created or under improved management* ***94,800/94,800*** *d) areas of landscapes under improved practices, excluding protected areas* ***6,074/6,504*** ***Source**: Project reports, MoAF* ***3.2.2:** Number of solutions responsive to specific needs of women for conservation, sustainable use, and equitable access to natural resources, biodiversity and ecosystems:* ***Baseline (2025)/Target (2030)*** *a) policy framework* ***1/2*** *b) institutional framework* ***7/10*** *c) financing framework* ***1/2*** *d) demonstration* ***1/7*** ***Source:** Project reports,* ***Output-3.3: Chemicals waste, and pollution prevented, managed and disposed of in an environmentally sound manner and community engagement strengthened in crisis and non-crisis settings*** ***Indicators:*** ***3.3.1:** Number of regulatory and technical tools, incentives and infrastructure developed for waste management, circularity and pollution prevention* ***Baseline (2025)/Target (2030)*** *a) regulatory* ***1/42*** *b) technical* ***7/17*** *c) incentive* ***12/33*** *d) infrastructure* ***12/13*** ***Source:** Project reports, MoEUCC*		

		3.3.2: *Tons of waste subject to prevention/collection/ recycling/reuse in Türkiye through UNDP waste management interventions* ***Baseline (2025)/Target (2030)*** ***69,429/3,805,034*** ***Source:*** *Project reports* ***3.3.3:*** *Number of companies/facilities evaluated according to their environmental performance* ***Baseline (2025)/Target (2030)*** ***0/100*** ***Source:*** *MoEUCC*		

NATIONAL PRIORITY OR GOAL: ***12th NDP Axis. Democratic good governance based on justice, Sustainable Development Goals: 5, 10, 16, 17***

COOPERATION FRAMEWORK OUTCOME INVOLVING UNDP: ***Outcome 4.1: By 2030, the governance system in Türkiye is more transparent, accountable, inclusive, and rights-based, with active civil society participation, and the quality of judiciary services is improved.***

RELATED STRATEGIC PLAN OUTCOME: ***Outcome 1: Structural transformation accelerated, particularly green, inclusive and digital transitions.***

COOPERATION FRAMEWORK OUTCOME INDICATOR(S), BASELINES, TARGET(S)	SOURCE AND FREQUENCY OF DATA COLLECTION, AND RESPONSIBILITIES	INDICATIVE COUNTRY PROGRAMME OUTPUTS	MAJOR PARTNERS / PARTNERSHIPS FRAMEWORKS	ESTIMATED COST BY OUTCOME (US$)
Existence of independent national human rights institutions in compliance with the Paris Principles ***Baseline (2024)/Target (2030)*** *Partly compliant/ TBD* *Number of local civic engagement strategies/action plans developed in consultations with CSOs* ***Baseline (2024)/Target (2030)*** *20/30*	*European Network of National Human Rights Institutions* *UNDP* *Ombudsperson's Institution (OI)*	***Output-4.1: Governance mechanisms at national and subnational level supported to promote accountability, participation, and digitalization*** ***Indicators:*** ***4.1.1:*** *Number of entities capacitated for civil society's active involvement, volunteerism and participation in decision-making* ***Baseline (2025)/Target (2030)*** *a) CSOs/NGOs* ***78/193*** *b) CSOs focusing on women* ***3/15*** *c) public authorities* ***71/137*** ***Source:*** *Project reports* ***4.1.2:*** *Number of regional, national and sub-national initiatives, policies, and strategies to protect and promote civil society to function in the public sphere and contribute to sustainable development* ***Baseline (2025)/Target (2030)*** ***36/99*** ***Source:*** *Project reports, OI*	*MFA Directorate for EU Affairs* *Ministry of Interior Directorate General for Relations with Civil Society* *MoFSS* *Ministry of Justice* *MoLSS* *Human Rights and Equality Institution of Türkiye* *OI* *UMT* *Local administrations/ municipalities*	**Regular $319,250** **Other $18,395,834**

		Output-4.2: Public and private sector capacities strengthened to promote human rights in compliance with international standards ***Indicators:*** ***4.2.1:*** *Number of people trained and capacitated for human rights and responsible business conduct and policies* ***Baseline (2025)/Target (2030)*** *a) female* ***624/850*** *b) male* ***509/750*** ***Source:*** *Project reports, OI*	*EU* *CSOs* *Private sector*	